

Michel Berson : « Les transports

■ Depuis 1998, il préside le Département. Michel Berson (PS) revient sur les dossiers stratégiques de l'Essonne : transports en commun, hausse des impôts, emploi, sport... Entretien.



Le Républicain : On connaît peu de choses sur le travail au quotidien d'un président de Conseil général. Par exemple, quel est le programme de votre journée ?

- Michel Berson : mon premier travail, le matin, c'est de lire la presse. Ensuite, je lis le courrier. Je reçois chaque jour plusieurs centaines de lettres, mais je n'en examine que quelques dizaines, auxquelles je réponds. Je signe les parapheurs. Ensuite, j'ai eu une réunion de travail avec les vice-présidents du Conseil général concernés par les contrats départementaux dont l'objectif est d'aider financièrement les communes à se doter

de son canton. Il n'y a pas un contact permanent avec les usagers comme c'est le cas dans les mairies. Au Département, nous sommes davantage en relation avec les acteurs intermédiaires que sont les élus locaux, les présidents d'associations, les chefs d'entreprises, les responsables syndicaux... C'est pourquoi à travers nos plaquettes d'informations et le journal départemental, nous expliquons notre mission au service des Essonnais. La direction de la communication s'y emploie.

départements une rallonge budgétaire aussi « exceptionnelle » qu'insuffisante.

- Quant à l'autre moitié ?

- L'autre moitié de la dette correspond à des nouveaux transferts de charges : fonctionnement du service départemental des sapeurs-pompiers, versement de l'allocation pour l'autonomie des personnes âgées, absorption des personnels Tos (techniciens, ouvriers, agents de services) des collèges. Sans oublier la départementalisation des routes nationales : 240 km dans l'Essonne ! Pour la seule

devons y faire face. Dans ces conditions, nous avons le choix entre rogner sur la qualité du service public départemental ou augmenter les impôts, ce que nous avons fait. C'est ce qui fait la différence entre la droite (qui voulait diminuer nos dépenses sociales) et la gauche qui a pris la décision de renforcer le service public.

- Quels sont les grands chantiers à venir dans l'Essonne ?

- Les grands chantiers du Conseil général sont ceux que l'on va inscrire dans le futur contrat de projets 2007-2013, nouvelle appellation du contrat de plan

- Que peut faire le président du Conseil général de l'Essonne pour l'emploi ?

- Il doit d'abord être vigilant sur les mutations industrielles que traverse le département, comme la désindustrialisation. L'Essonne perd des emplois industriels — Lu, Hélio Corbeil, Faurissia Etampes... —, mais en gagne dans le secteur tertiaire et celui des nouvelles technologies. Le président du Conseil général doit faciliter la création d'emplois, notamment dans les secteurs porteurs : biotechnologies, télécoms, optique..., notamment dans les PMI-PME.

de nouveaux équipements. A midi, j'ai eu un déjeuner de travail avec la directrice des Sports et de la vie associative. A l'issue de cette interview, je me rendrai au conseil d'administration du collège Montesquieu d'Evry. Et ce soir, je participerai à une réunion à la mairie d'Evry sur la présentation d'une guide pratique à destination des personnes âgées.

- Malgré un budget de 1,1 milliard d'euros, l'action du Conseil général reste peu visible auprès du grand public. Comment expliquez-vous ce déficit d'image ?

- Le Conseil général ou le Département — on emploie les deux termes — est une institution beaucoup moins connue que les communes, c'est vrai. Tout le monde connaît son maire, sait où se trouve sa mairie. A l'inverse, le Conseil général est perçu comme plus lointain. On ne rencontre pas tous les jours le président du Conseil général, ni même le conseiller général



« Nos chiffres sont exacts : l'Etat nous doit 60 millions »

- En mars, vous avez organisé une campagne de communication sur le coût de la décentralisation : 60 millions d'euros que devrait l'Etat au Département. Une « facture Raffarin », puis « Villepin » qui justifie, selon vous, une hausse de 14,7 % des impôts locaux (taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti) dans votre budget primitif pour 2007. Dans nos colonnes, le préfet de l'Essonne s'était déclaré « étonné » d'un tel montant et attendait toujours un décompte plus précis. Le lui avez-vous fait parvenir ?

- Le préfet avait le décompte entre les mains. Les délibérations du Conseil général lui sont toujours transmises. Il avait tous les compte-rendus. Nos chiffres sont exacts. La moitié de la « facture » correspond au RMI, dont l'allocation n'est plus versée par l'Etat depuis le 1^{er} janvier 2004, mais par le Département. Le gouvernement avait promis une compensation à l'euro près, mais le compte n'y est pas. Cela, le préfet le sait puisque même Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin l'ont reconnu, en octroyant aux

RN 20, quelque 220 millions d'euros de travaux sont à prévoir. En guise de compensations, que nous reverse l'Etat ? 3 millions d'euros par an. C'est dérisoire ! Au total, pour les années 2004, 2005 et 2006, c'est bien 60 millions d'euros que nous doit l'Etat. D'où cette hausse des impôts à laquelle nous avons été contraints, comme d'autres départements.

- Vous dites souvent que l'Essonne doit être un « rempart » face aux « mauvais coups » du gouvernement. N'avez-vous pas l'impression de définir parfois plus votre politique par rapport à Villepin qu'aux Essonnais ?

- Le rôle, la place des départements a profondément changé. Le département n'est plus une collectivité territoriale qui se concentre sur l'exercice de ses compétences propres, comme l'entretien des collèges ou des routes départementales. Aujourd'hui, le département a un autre rôle : exercer pour l'Etat la mise en œuvre de droits sociaux universels. Exemples : le RMI, l'allocation pour l'autonomie des personnes âgées, la prestation compensatoire du handicap... En assumant ces nouvelles missions, les départements deviennent en quelque sorte des auxiliaires de l'Etat. Quand celui-ci ne donne plus aux départements les moyens d'assurer leurs missions, je considère qu'il est normal de le lui rappeler. Quand l'Etat se déleste, il faut élever la voix. En Essonne, il existe une demande sociale de plus en plus forte. Nous

Etat-Région. La priorité n°1 sera donnée aux transports en commun. A savoir : l'amélioration du service rendu sur les lignes C et D du RER ; la mise en place de nouvelles lignes de bus en sites propres. Plusieurs projets sont à l'étude. Vers l'ouest : gare de Massy - école Polytechnique. Vers l'est : gare de Massy - Orly. Et le long de l'A 10, de Massy à Courtabœuf, voire le long de la Francilienne. Il faut mener à terme le chantier du tramway qui doit relier Villejuif à Athis-Mons, puis Juvisy, voire Evry.

- La tangentielle ferrée sud, la fameuse rocade du rail, verra-t-elle le jour... un jour ?

- C'est un projet utile, très structurant pour notre département, entre les deux pôles de Massy et d'Evry. Mais je ne me prononce pas sur sa faisabilité à l'horizon 2007-2013.

- Quels sont les projets en matière de collèges ?

- Nous avons un programme d'investissement de 70 millions d'euros par an pour la rénovation et la construction de collèges, au rythme de 2 à 3 établissements par an. En septembre 2006, un nouveau collège sera livré à Villabé et la réhabilitation du collège des Pyramides à Evry sera achevée. En 2007, c'est à Lardy que nous ouvrirons un nouvel établissement. En revanche, le projet d'un collège à Boussy-Saint-Antoine est gelé du fait de l'obstination de l'Etat à ne pas autoriser sa construction dans la vallée de l'Yerres. Il est pourtant nécessaire.

Mon rôle est de fédérer les acteurs, impulser des programmes et aider à la naissance de nouveaux projets en contribuant à leur financement. Enfin, quand l'emploi est en jeu, je dois tirer la sonnette d'alarme et interpeller les pouvoirs publics. Comme nous l'avons fait sur le dossier Altis à Corbeil.

- Justement, sur ce dossier, ne regrettez-vous pas les 5,3 millions d'euros de subventions départementales versées à l'entreprise il y a trois ans ?

- Je ne le regrette pas. Si on ne l'avait pas fait, Altis ne serait plus là et il y aurait eu 2 000 emplois en moins. J'ajoute que nous étions quatre acteurs



« Je ne regrette pas d'avoir versé une subvention à Altis »

publics à intervenir sur ce dossier : l'Etat, la Région, le Département et l'Agglomération de Seine-Essonne. Mais la partie n'est pas gagnée, car les coûts de production de cette entreprise restent supérieurs à ceux de ses concurrents asiatiques. Le 7 juin, à la préfecture d'Evry, une rencontre importante aura lieu, à ma demande, avec les deux actionnaires d'Altis, les présidents directeurs

COURANCES
Les Petits Bateaux
10 & 11 juin



01 40 62 07 71
www.courances.net

en commun, la priorité n°1 »

général d'Infineon et d'IBM France. Nous en saurons plus à ce moment-là. En tout cas, je préfère dépenser de l'argent public pour éviter des suppressions d'emplois plutôt que pour contribuer à financer des plans de licenciement. Personne n'est choqué quand on dépense de



« La grande banlieue est oubliée des pouvoirs publics »

l'argent pour un chômeur. Pourquoi faudrait-il l'être pour un travailleur qui risque de perdre son emploi ?

- Le contrat de plan Etat-Région s'achève. Un nouveau contrat de projet est en préparation. Comment éviter que la grande banlieue en général et l'Essonne en particulier soient encore une fois oubliés de Paris ?

- C'est une ligne d'action majeure du Département : faire reconnaître les besoins, la spécificité de la grande couronne. Notamment en matière de transports en commun. La

grande banlieue est effectivement parfois oubliée par les pouvoirs publics. Je le redis ici : nous sommes certes dans la deuxième couronne parisienne, mais nous n'entendons pas jouer en deuxième division ! Voyez notre potentiel dans les technologies de pointe et la recherche : l'Essonne est une force motrice en région Ile-de-France.

- Quels sont vos rapports avec le président de la Région, Jean-Paul Huchon (PS) ?

- J'ai de bons rapports avec lui, mais il y a des habitudes prises, des pesanteurs fortes qui font que les investissements lourds ont davantage profité à Paris et à la petite couronne. Nous luttons contre cette tendance et exigeons un rattrapage.

- Autre sujet : le sport. Pouvez-vous rappeler quelle est la politique sportive du Département ?

- L'idée conductrice est de ne pas opposer sport de masse et sport d'élite. On agit à tous les niveaux. On aide l'élite, car celle-ci tire la masse vers le haut. Et dans le même temps, on subventionne les clubs locaux, ainsi que les comités départementaux d'où jaillissent les élites.

- N'y a-t-il pas un risque de saupoudrage des crédits ?

- Je ne pense pas, mais il est de notre devoir d'aider l'ensemble des clubs, mais en complément

du soutien apporté par les communes.

- Le Département a-t-il fait le choix d'aider plus l'athlétisme que le football ? Pourquoi ne s'implique-t-il pas dans la création d'un grand club de foot, comme certains présidents le réclament ?

- Il n'y a pas une volonté de privilégier un sport au détriment d'un autre. Nous avons recruté cinq sportifs de haut niveau : trois athlètes, une footballeuse et un judoka. Quant à la création d'un grand club de football, nous avons essayé de le faire. C'était en 1999-2000, avec des clubs comme Viry, Evry et Sainte-Geneviève-des-Bois. Mais le comité départemental n'avait pas véritablement souhaité qu'on aille au bout de la démarche. Les conditions n'étaient pas réunies. En revanche, en rugby, depuis l'ouverture du Centre national de rugby de Marcoussis, il y a une volonté très forte de porter haut les couleurs de l'Essonne, avec Massy qui joue au plus haut niveau.

- Vous avez été élu président du Conseil général en 1998. Durant ces huit années, quel a été votre plus grande réussite et votre plus grand échec ?

- En positif, je dirais qu'on a contribué à faire de ce département l'un des territoires français, et même européen, les plus importants dans les domai-

nes des technologies de pointe. La génétique, avec Genopole à Evry. Les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication), sur le plateau de Saclay. Ce qui nous a valu de décrocher deux pôles de compétitivité mondiaux. Le Département a participé à la naissance de projets qui constituent des atouts très forts pour notre région et notre pays en général.

En négatif, je dirais la lutte contre l'exclusion. Et pourtant, nous avons l'ambition d'être un département innovant en matière sociale. En dépit des richesses créées dans le départe-



« A gauche pour 2007, je ne vois que Lionel Jospin »

tement et d'un engagement très fort du Conseil général dans ce domaine, les difficultés persistent dans certains quartiers. Pour l'équipe que je dirige, c'est une préoccupation très forte. On aurait voulu faire encore plus, avoir des résultats meilleurs

contre le chômage des jeunes, mais les inégalités sociales, notamment dans les quartiers de Grigny, Corbeil-Essonnes ou Evry sont toujours là. Le problème est une question de répartition des richesses et d'accès au savoir et à l'emploi. Le Conseil général y contribue, mais la solidarité doit s'opérer à l'échelle nationale. C'est une responsabilité qui relève de l'Etat et ici, au Département, nous avons des moyens d'actions nécessairement limités.

- Si vous aviez un rêve pour l'Essonne, quel serait-il ?

- Que les atouts très forts de ce département, en matière économique, génèrent encore plus de retombées pour les Essonnais, pour réduire le fossé des inégalités sociales et territoriales qui demeurent.

- Enfin, dans la course à la présidentielle, qui allez-vous soutenir ?

- Depuis que Lionel Jospin s'est retiré de la vie politique active, aucun leader de gauche n'a véritablement émergé. Face à la crise morale, politique et sociale que connaît notre pays, il est indispensable qu'un homme d'Etat, une grande figure puisse redonner espoir aux Français, parler haut et fort de notre pays à l'échelle internationale. Je ne vois que Lionel Jospin pour cela.

■ **Propos recueillis par Stéphane Piraud**